

LES CONTOURS INCERTAINS D'UN NOUVEL ORDRE SÉCURITAIRE AU SAHEL

Longtemps considéré comme un espace d'influence privilégié des puissances occidentales, le Sahel traverse aujourd'hui une profonde recomposition géopolitique. L'émergence et la consolidation de l'Alliance des États du Sahel (AES) redessinent les dynamiques régionales. Les transitions politiques intervenues dans ces pays aidant, elles ont accéléré la diversification des partenariats internationaux. Celle-ci a ouvert la voie à une présence accrue de la Russie, de la Chine, de la Turquie ainsi que des États du Golfe. Dans ce contexte de mutations, où le déclin relatif des acteurs traditionnels coïncide avec l'affirmation de nouvelles puissances et de nombreux États aspirant au statut de *middle powers*, une interrogation demeure centrale : Le Sahel demeure-t-il un espace stratégique en raison de sa capacité à attirer et à structurer les rivalités entre puissances, ou assiste-t-on, en revanche, à une fragmentation de l'espace sahélien qui en redéfinit profondément la portée géopolitique ? C'est autour de cette problématique que s'est articulé le webinaire « Reconfigurations géopolitiques et partenariats : Le Sahel est-il encore un espace géopolitique ? », organisé le 9 juillet par la collaboration entre le Cauris Institut et Timbuktu Institute.

Liste des intervenants

Dr. Bakary Sambe, Directeur régional de *Timbuktu Institute* et modérateur.

Les nouvelles coopérations de la Chine, de la Russie et de la Turquie au Sahel : ambitions, instruments et limites par **Dr. Ladji Karamoko OUATTARA**, Directeur de Cauris Institut d'intelligence stratégique et d'études géopolitiques, (INALCO / Université Abdou Moumouni du Niger). Directeur de la Collection *Sahel Perspectives* aux Éditions Karthala. Ouvrage : *Le Sahel : Enjeux géopolitiques et stratégiques au XXI^e siècle*, Karthala.

Les stratégies des puissances du Golfe de Guinée : Nigéria, Côte d'Ivoire et Ghana face aux défis sahéliens par **Dr. Seidik ABBA**, Journaliste et universitaire, spécialiste du Sahel, Président du Centre International de réflexions et d'études sur le Sahel – CIRES. Ouvrage à paraître en 2026 : *Le dictionnaire du sahel de A à Z*, Karthala.

Le rôle des puissances du Maghreb : Algérie, Maroc et compétition d'influence au Sahel par **Dr. Salim CHENA**, Chercheur associé au LAM et enseignant à Sciences Po Bordeaux, Université Bordeaux Montaigne et HEIP. Ouvrage : *Les traversées migratoires dans l'Algérie contemporaine*, Karthala.

Les USA au Sahel : continuités, ajustements et nouvelles priorités stratégiques par **Dr. Andrew LEOVICH**, Chercheur associé à l'Institut Clingendael, postdoctorant à l'Institut danois d'études internationales (DIIS) et consultant indépendant.

La France et l'Union européenne : entre reconfiguration stratégique et renouvellement des partenariats par **Dr. Caroline ROUSSY**, Directrice Afrique de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS). Ouvrage : *La mauvaise réputation : essai sur les frontières africaines*, Riveneuve, 2026.

Les recompositions de la coopération occidentale et les nouvelles dynamiques de puissance au Sahel par **Dr. Beatriz Mesa**, Université Internationale de Rabat, Université Camilo José et Université de Padoue. Ouvrages, *L'Occident en Afrique : échecs et mutations en temps de guerre*, La Croisée des Chemins, 2026.

L'influence croissante des pays du Golfe : Arabie saoudite et Qatar. Diplomatie économique et religieuse au Sahel par **Abdel Nasser Ould Ethmane Elyessa**, Chercheur associé à l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) de Jacqueville (Côte d'Ivoire).

En effet, depuis quelques années, les oscillations géopolitiques à l'œuvre au Sahel ne cessent de faire émerger des interrogations sur l'avenir des partenaires traditionnels, ces derniers ayant manifestement du plomb dans l'aile. Retrait ou réajustement stratégique ? Les postures géopolitiques des Etats-Unis, de la France ou de l'Union Européenne se laissent de moins en moins lire, même si ces acteurs ne manquent pas de redéployer leurs ambitions sous des formes moins ostensibles à l'instar de la diplomatie économique, des partenariats sécuritaires ciblés ou encore des alliances régionales de substitution.

Selon Andrew Lebovich, chercheur associé à l'Institut Clingendael, les évolutions actuelles ne sauraient pour autant signifier un simple et pur retrait des puissances occidentales. « La France a longtemps exercé un leadership militaire structurant auquel les partenaires européens se sont largement adossés, limitant ainsi l'émergence d'une véritable stratégie autonome de l'Union européenne. Quant aux États-Unis, leur engagement, bien que conséquent, n'a jamais constitué une priorité stratégique majeure tant elle se pensait en contrepoids à la France. Les repositionnements en cours traduisent donc plus une redéfinition des modalités d'engagement qu'un désengagement complet », explique-t-il.

Cela étant, les partenaires traditionnels européens semblent pris dans une forme de dilemme structurel. D'un côté, maintenir des partenariats conditionnés à des exigences de gouvernance, au risque de perdre du terrain face des acteurs qui n'imposent pas ce type de conditionnalité. De l'autre, renoncer à ces principes pour préserver leur influence, au prix d'une incohérence avec leurs propres fondements normatifs. En ce sens, cette tension éclaire dès lors la question de savoir si elle pourrait s'avérer l'une des explications de la perte de vitesse de l'Europe en termes de bataille narrative et d'influence au Sahel.

Directrice Afrique de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), Caroline Roussy remet en question le soubassement même du discours usuel sur le renouvellement des

partenariats entre l'Europe et l'Afrique. D'après l'historienne, les appels à la refondation ou au renouvellement du partenariat euro-africain semblent davantage relever de la rhétorique que d'une transformation effective des relations. « L'action de l'Union européenne demeure peu lisible aux yeux de nombreux partenaires africains, les relations étant avant tout perçues à travers les politiques nationales des États membres. Il n'existe pas de stratégie européenne cohérente, les pays poursuivant des agendas souvent divergents », souligne-t-elle. S'agissant de la France, la chercheuse estime que depuis notamment le départ des bases militaires, « son positionnement souffre d'un manque de lisibilité stratégique, dans la mesure où les nouvelles notions de partenariat gagnant-gagnant ou de co-construction restent insuffisamment traduites dans les faits ». À l'en croire, la crédibilité d'un véritable renouveau des relations euro-africaines devra, avant tout, passer par une redéfinition des priorités, une plus grande cohérence de l'action politique et une refonte des pratiques diplomatiques.

Changement de partenaires...et de dépendances ?

Il est notoire que le boulevard ouvert par ce repli des partenaires traditionnels aura favorisé l'implantation sinon le renforcement de coopérations alternatives à l'instar de la Russie, la Chine et la Turquie. Toutefois, considérant que la poussée souverainiste des pays sahéliens fut et reste un des carburants de ces recompositions régionales, il est légitime de se demander si ces nouvelles coopérations sont réellement porteuses d'une autonomie stratégique, longtemps réclamée par ces États.

D'après Ladji Ouattara, politologue et directeur de Cauris Institut ; une nuance s'impose au sujet de l'idée d'une percée récente de la Russie, de la Chine et de la Turquie : « Ces trois acteurs entretiennent des relations anciennes avec la région notamment le Mali de Modibo Keita avec l'URSS dès 1961, même si les transitions politiques intervenues depuis 2020 ont considérablement accéléré leur montée en puissance ». Ce faisant, souligne-t-il, pendant que la Russie s'est imposée comme un partenaire sécuritaire majeur, surtout à travers le déploiement successif du groupe Wagner puis d'Africa Corps, la Chine s'est employée à consolider son statut de principal partenaire économique et la Turquie quant à elle, renforce son influence en particulier dans le domaine de la défense. Mais selon L. Ouattara, « ces nouvelles dynamiques géopolitiques traduisent moins une véritable autonomie stratégique des États sahéliens qu'une logique de diversification des partenariats qui s'apparente davantage à une recomposition des dépendances ; les nouvelles coopérations continuant de créer de fortes relations d'assistance ».

Dès lors, vu que la multiplication des partenaires sécuritaires ne semble pas inhiber la persistance voire l'extension de l'insurrection djihadiste, le bilan de ces nouvelles coopérations reste à être établi. D'après le chercheur Andrew Lebovich, la multiplication des engagements extérieurs ne pourra, à elle seule, produire des effets durables sans une évolution des choix politiques des États de la région. « La priorité accordée aux réponses sécuritaires au détriment des solutions politiques a contribué à renforcer les fragilités

existantes et à aggraver certaines dynamiques de déstabilisation. Que ce soit la Russie comme la Turquie, le fait est que leurs influences renforcent une approche sécuritariste des crises », pointe-t-il. Toutefois, cette responsabilité ne saurait être uniquement attribuée aux nouveaux acteurs dans la mesure où il se pose aussi le problème des « limites de l'action de la communauté internationale, notamment face au rôle économique des Émirats dans certains circuits liés à l'or issu de l'exploitation illégale », ajoute-t-il.

Pour Ladji Ouattara, le bilan des nouveaux partenariats sécuritaires noués par les pays de l'AES apparaît mitigé, le vide laissé par les partenaires traditionnels peinant à être comblé. « On constate la persistance des vulnérabilités sécuritaires malgré le renforcement de cette coopération comme le montrent notamment les attaques répétées contre des sites stratégiques au Niger et la patente dégradation de la situation militaire au Mali », souligne-t-il. De plus, selon lui, il convient de relever que ces difficultés vont de pair avec un rétrécissement de l'espace des libertés civique, politique et médiatique. Ainsi, le politologue tend à relativiser les bénéfices du partenariat russe par exemple, estimant qu'« à l'image d'autres acteurs extérieurs, Moscou s'inscrit davantage dans une logique d'exploitation des ressources que dans une véritable transformation structurelle des économies sahéniennes ».

Au sud du Sahel central, les pays du golfe de Guinée – en particulier le Bénin et le Togo – sont à l'heure actuelle les plus touchés par le débordement de l'épicentre sahéni, occupent une position singulière face à cette recomposition régionale. Alors que Lomé, en tendant les bras à l'AES, se rêve en hub stratégique, le récent marathon diplomatique régional du président béninois Romuald Wadagni qui espère servir de pont entre l'AES et la CEDEAO, témoigne d'une conscience collective des enjeux communs en présence. Une perspective soulignée par Seidik Abba, spécialiste du Sahel qui insiste sur l'étroite communauté de destin qui unit les pays du Sahel et ceux du Golfe de Guinée. « Par exemple, il y a entre 5 et 6 millions de Burkinabés en Côte d'Ivoire, 3 et 4 millions de Maliens en Côte d'Ivoire et entre 2 millions et 3 millions de Nigériens en Côte d'Ivoire. L'importance des diasporas sahéniennes dans les États côtiers, l'intensité des échanges commerciaux ainsi que la forte interdépendance économique rendent illusoire toute idée selon laquelle les pays du Golfe de Guinée ne puissent pas être durablement impactés par l'instabilité sahéni », affirme-t-il.

Selon lui, la crise sécuritaire est désormais plus que jamais transfrontalière, comme l'illustrent les foyers d'insécurité qui s'étendent des zones frontalières du parc W jusqu'aux espaces situés entre le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. C'est la raison pour laquelle, plaide-t-il, « aucune stratégie ne pourra produire des résultats durables sans une coopération solide et une réponse régionale entre l'AES et les pays côtiers ». De même, le chercheur estime que les divergences politiques entre les États sahéniens et ceux du Golfe de Guinée ont jusqu'à présent entravé une coopération pourtant indispensable face à une menace devenue transnationale. À ses yeux, « les tensions diplomatiques ont empêché la focalisation sur les intérêts communs, même elles n'ont toutefois pas empêché l'émergence de coopérations informelles au niveau local. Aujourd'hui, c'est le pragmatisme qui doit primer pour favoriser la mise en place d'une réponse régionale coordonnée, à l'image de la Force multinationale mixte du bassin du lac Tchad ».

Maghreb et Golfe, des influences périphériques

Un peu plus au nord de la ceinture saharo-sahélienne, la rivalité d'influence entre l'Algérie et le Maroc autour du dossier sahélien pose en outre une autre question non moins importante ; celle de savoir si cette compétition contribue à la fragilisation de la région dans le cours d'un prolongement des tensions maghrébines par acteurs sahéliens interposés, ou au contraire d'une logique de stabilisation régionale.

Selon Salim Chena, chercheur associé au laboratoire *Les Afriques dans le Monde*, si le Maroc et l'Algérie se livrent bien à une compétition d'influence dans la région, celle-ci demeure secondaire au regard des facteurs essentiellement internes qui alimentent les crises sahéliennes, notamment la fragilité des États, les déficits de gouvernance, les conflits entre centres et périphéries et les difficultés de cohésion nationale. « Aucun acteur maghrébin n'a, jusqu'à présent, joué un rôle décisif dans la stabilisation durable de la région, malgré des initiatives de coopération, des actions de médiation ou des projets d'intégration économique », tempère-t-il. D'après le politologue, en dépit d'une présence à travers des coopérations sectorielles, des aides ponctuelles et plusieurs projets régionaux, « il demeure que le Maroc et l'Algérie cherchent surtout à renforcer leur influence dans un contexte de recomposition, sans pour autant constituer des acteurs décisifs des dynamiques sahéliennes ».

Parallèlement, quid de l'influence de l'Arabie saoudite, du Qatar et des autres pays du Golfe dans l'espace sahélien ? Pour sa part, Abdel Nasser Elyessa, chercheur associé à l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) de Côte d'Ivoire, considère que la fixation sur le rôle des pays du Golfe dans les processus de radicalisation au Sahel relève désormais d'une lecture dépassée. « Les États du Golfe, en particulier les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont réorienté leurs politiques religieuses et sont aujourd'hui davantage engagés dans la lutte contre l'extrémisme. Le djihadisme sahélien est dorénavant un phénomène largement endogène, reposant sur ses propres réseaux, ressources et dynamiques locales », affirme le chercheur. Selon lui, « il est d'ailleurs peu probable que les pays du Golfe aient une implication déterminante dans la résolution de la crise, car en l'occurrence, la solution politique fondée sur le dialogue apparaît inévitable ».

À la recherche d'un nouvel équilibre sécuritaire

Face à cette reconfiguration entre anciens et nouveaux partenaires, il semble bien que l'avenir de la coopération sécuritaire régionale demeure suspendu à la capacité des acteurs concernés à en redéfinir les fondements et à inventer de nouveaux cadres de collaboration. Selon le politologue Salim Chena, les recompositions géopolitiques actuelles s'expliquent aussi par l'absence d'une véritable autonomie stratégique régionale. D'après lui, « ni les organisations régionales ni les puissances africaines ne disposent d'une capacité suffisante pour structurer un ordre sécuritaire autonome, ce qui laisse ainsi le champ ouvert à l'intervention d'acteurs

extérieurs. » Cependant, il ne faudrait non plus ajoute-t-il, succomber à la lecture selon laquelle les États sahéliens seraient de « simples victimes de ces interventions, car ils conservent des marges de manœuvre et participent eux-mêmes au choix de leurs partenaires, dans la logique des *gatekeeper state*. »

De son côté, Béatrice Meza politologue à l'Université internationale de Rabat, relativise la faisabilité immédiate d'une réponse transnationale à la crise sahélienne, tant que celle-ci ne sera pas d'abord sous-tendue par une compréhension nationale des dynamiques locales de violence et une définition claire des priorités sécuritaires propres à chaque État. « On le sait, aucune solution exclusivement militaire n'est envisageable. Maintenant le fait est que l'option des négociations avec les groupes armés ne pourra intervenir que dans un rapport de force plus favorable aux États sahéliens », estime-t-elle. Dans une perspective complémentaire, Caroline Roussy plaide pour autant pour « une articulation entre réponses nationales et approches transfrontalières dans la mesure où la crise se concentre particulièrement dans les espaces frontaliers, longtemps négligés par les politiques publiques ». En ce sens, la chercheuse rappelle que « les groupes armés n'éclipsent pas les frontières mais les instrumentalisent pendant que la menace se déploie selon une logique d'arborescence, s'enracinant dans des réalités locales plutôt que par une simple expansion territoriale ». Cela étant, l'avenir de la coopération occidentale au Sahel ne saurait manquer de mettre en lumière la frontière entre inflexion stratégique authentique et habillage rhétorique d'un recul assumé. La question centrale reste celle de la capacité réelle des puissances occidentales à peser encore sur l'agenda régional, dans un contexte où leur ancienne position d'influence structurante apparaît durablement entamée. Pour Béatrice Meza, le basculement du Mali et d'une partie du Sahel vers de nouveaux partenaires doit se lire moins comme une simple rivalité entre grandes puissances que comme le résultat d'un affaiblissement progressif de l'architecture sécuritaire occidentale. Selon cette dernière, « l'échec occidental repose notamment sur une divergence de perception de la menace entre les acteurs internationaux et les États sahéliens, avec comme dans le cas malien, des opérations internationales ayant contribué à fragiliser la capacité de l'État malien à définir lui-même ses priorités sécuritaires, là où certains groupes armés ont progressivement acquis une légitimité politique à travers les processus de gouvernance et de négociation ». Dès lors, conclut-elle, l'essor de partenaires comme la Russie n'apparaît pas seulement comme un basculement soudain, mais comme la conséquence d'un vide stratégique créé par les limites inhérentes au modèle d'intervention occidental.